SÉANCE ORDINAIRE DU 13 MAI 2025

Procès-verbal de la séance ordinaire du 13 mai 2025, à 19 heures, tenue dans la salle du conseil municipal, située au 560 chemin des Voyageurs, à Chute-Saint-Philippe, selon les dispositions du Code municipal du Québec.

Membres présents :

Denise Grenier
Bertrand Quesnel

Danielle Ferland
René De La Sablonnière

Membre absent : Carolyne Gagnon

Formant quorum sous la présidence du maire Normand St-Amour

Monsieur Éric Paiement, greffier-trésorier, est aussi présent.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Le maire déclare la séance ouverte à 19 h 00.

2. PRÉSENTATION ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

(Copie de l'ordre du jour remise aux personnes présentes dans la salle)
(Une copie de l'ordre du jour a été publiée sur le site internet officiel de la municipalité)

Résolution no : 12928-2025 **ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR**

1. **Ouverture de la séance**
2. **Présentation de l'ordre du jour**
3. **Période de questions**
4. **Correspondance**
 - Lettre MAMH bonification de la TECQ;
5. **Administration générale**
 - 5.1. Registre des comptes payables au 30 avril 2025;
 - 5.2. Adhésion – Fédération canadienne des municipalités;
6. **Sécurité publique**
 - 6.1. Autorisation paiement honoraires services juridiques – Digue Morier;
7. **Hygiène du milieu**
 - 7.1. Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre – Gestion des bacs;
8. **Santé et bien-être**
9. **Transport**
 - 9.1. Dépôt programmation numéro 1 – TECQ 2024-2028;
10. **Urbanisme – Environnement – Mise en valeur du territoire**
 - 10.1. Demande de dérogation mineure DRL250047;
11. **Loisirs et culture**
 - 11.1. Félicitation aux finissants du secondaire résidents de Chute-Saint-Philippe;
 - 11.2. Appui projet volet signature SDRK;
 - 11.3. Autorisation versement – Fondation L'Eucalyptus, maison de soins palliatifs;
12. **Immobilisations**
 - 12.1 Octroi contrat – Électricité future bibliothèque;
 - 12.2 Octroi contrat – Plomberie future bibliothèque;
 - 12.3 Financement temporaire – Règlement emprunt 326-2025 bibliothèque et garderie;
 - 12.4 Financement temporaire – Règlement emprunt 327-2025 patinoire et accessoires;
13. **Avis de motion**
14. **Projet de règlement**
15. **Règlement**

15.1 Règlement 325-2025, abrogeant et remplaçant les règlements 121, 154, 155, 311 et 321-2024 relatif à la circulation, au stationnement et au transport lourd;

16. Période de questions

17. Adoption du procès-verbal de la présente séance

18. Levée de la séance

Il est proposé par Denise Grenier et résolu à l'unanimité des membres présents, d'adopter l'ordre du jour tel que présenté.

Adoptée

3. PÉRIODE DE QUESTIONS

Ouverture de la période de questions en salle, il est : 19 h 01

Personnes présentes : 4

Sujets abordés :

- Pont couvert
- Limite de vitesse
- Belvédère
- Pisciculture
- Abat-poussière
- Digue Morier

Fermeture de la période de questions en salle, il est 19 h 27.

4. CORRESPONDANCE

- ✚ Lettre MAMH - Bonification de la TECQ (98 791 \$)

5. ADMINISTRATION GÉNÉRALE

5.1 [Résolution no : 12929-2025](#)
[REGISTRE DES COMPTES À PAYER – AU 30 AVRIL 2025](#)

Il est proposé par Danielle Ferland et résolu à l'unanimité des membres présents, d'adopter le total des comptes à payer et des salaires au 30 avril 2025 au montant total de 180 839.02 \$, réparti comme suit :

- Chèques fournisseurs : C2500023 @ C2500030 = 1 029.75 \$
- Paiements par internet : L2500076 @ L2500097 = 73 982.84 \$
- Paiements par dépôt directs : P2500199 @ P2500253 = 62 439.63 \$
- Chèque manuel : M025000 = N/A
- Salaires : D2500128 @ D2500180 = 43 386.80 \$

Adoptée

5.2 [Résolution no : 12930-2025](#)
[ADHÉSION – FÉDÉRATION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS](#)

Il est proposé par Bertrand Quesnel et résolu à l'unanimité des membres présents, de procéder à l'adhésion à la Fédération canadienne des municipalités au montant de 523.28 \$ taxes incluses pour l'année 2025.

Adoptée

6. SÉCURITÉ PUBLIQUE

6.1 [Résolution no : 12931-2025](#)
[AUTORISATION DE PAIEMENT – HONORAIRES SERVICES JURIDIQUES – DIGUE MORIER](#)

CONSIDÉRANT Les actions juridiques entreprises par la municipalité en lien avec le dossier de la digue Morier;

EN CONSÉQUENCE Il est proposé par René De La Sablonnière et résolu à l'unanimité des membres présents, d'autoriser le paiement des honoraires professionnels pour les frais juridiques engagés

dans le dossier de la digue Morier à la firme d'avocats Gattuso, Bouchard et Mazzone au montant total de 14 373.67 \$ incluant les taxes et de prélever ce montant au surplus accumulé non affecté.

Adoptée

7. HYGIÈNE DU MILIEU

7.1 Résolution no : 12932-2025 RÉGIE INTERMUNICIPALE DES DÉCHETS DE LA LIÈVRE – GESTION DES BACS

- CONSIDÉRANT** L'intérêt de la municipalité à déléguer la gestion des bacs à la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre (RIDL);
- CONSIDÉRANT** Les informations de la RIDL transmises par courriel le 27 mars 2025 relatives aux coûts chargés par la RIDL advenant une prise en charge de ce service par eux;
- CONSIDÉRANT** L'expertise de la RIDL dans la gestion de la collecte à trois voies, du transport des matières, de la disposition des bacs, de l'achat des bacs, de la gestion et partenariat avec Éco Entreprise Québec;
- EN CONSÉQUENCE** Il est proposé par Denise Grenier et résolu à l'unanimité des membres présents, de transmettre la gestion et distribution des bacs relatifs à la collecte à trois voies à la RIDL vu leur expertise dans ce domaine au coût de 34 \$ par bacs échangé et/ou distribué.

Adoptée

8. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

9. TRANSPORT

9.1 Résolution no : 12933-2025 DÉPÔT PROGRAMMATION NUMÉRO 1 – TECQ 2024-2028

- ATTENDU** Que la Municipalité a pris connaissance du Guide relatif aux modalités de versement de la contribution gouvernementale dans le cadre du Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ) pour les années 2024 à 2028;
- ATTENDU** Que la Municipalité doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;
- EN CONSÉQUENCE** Il est proposé par Danielle Ferland et résolu à l'unanimité des membres présents que;
- La Municipalité s'engage à respecter les modalités du Guide qui s'appliquent à elle;
 - La Municipalité s'engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, aux exigences, aux pertes, aux dommages et aux coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l'aide financière obtenue dans le cadre du programme de TECQ 2024-2028;
 - La Municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;
 - La Municipalité s'engage à déposer annuellement une mise à jour de sa programmation de travaux durant la période du 1^{er} octobre au 15 février inclusivement;
 - La Municipalité s'engage à réaliser les investissements autonomes qui lui sont imposés pour l'ensemble des cinq années du programme;
 - La Municipalité s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvés par la présente résolution.

Adoptée

10. URBANISME ET ENVIRONNEMENT / MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE

10.1 Résolution no : 12934-2025 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE Demande numéro DRL250047 // 87 chemin Bienvenue // Matricule 9968 42 2880

*Le maire Normand St-Amour déclare son intérêt et se retire.
La mairesse suppléante, Denise Grenier, prend la parole.*

La demande de dérogation mineure consiste à autoriser :

- 1- Un agrandissement du bâtiment principal et d'une galerie annexée dans la marge avant, totalisant 6.22 m x 5.49 m, soit une superficie totale additionnelle de 34.15 m² ce qui dérogerait de l'article 8.3.1 j) du règlement de zonage no. 139 relatif à la superficie maximale de l'ensemble de toutes les constructions et des bâtiments accessoires érigés sur un même terrain, qui ne doivent pas excéder 10 % de la superficie de ce terrain;*
- 2- Un empiètement dans la marge de recul avant qui est de 15 mètres à environ 10.08 mètres, soit un empiètement d'environ 4.92 mètres, ce qui dérogerait à l'article 7.2.1 du règlement municipal 139 relatif au zonage.*

RECOMMANDATIONS DU CCU APRÈS L'ÉTUDE DE LA DEMANDE AYANT EU LIEU LE 5 MAI 2025

Après délibération, il est;

- Attendu que la superficie du terrain s'est vue diminuée à la suite de la rénovation cadastrale de 1 139.30 m² à 1 064.70 m²;*
- Attendu que le terrain est très petit;*
- Attendu qu'il n'est pas possible d'agrandir le terrain puisque les propriétés voisines sont déjà construites;*
- Attendu que la propriété est située dans la zone REC-02;*
- Attendu que la nature du projet est considérée mineure;*
- Attendu qu'aucun préjudice ne sera causé aux voisins;*
- Attendu que tous les permis ont été délivrés au fils des années;*
- Attendu qu'une dérogation mineure a été accordée par la résolution no. 12149-2022 en 2022 pour permettre l'agrandissement du bâtiment principal et la construction d'un abri d'auto vers la marge droite;*
- Attendu que toutes les autres marges sont actuellement respectées;*
- Attendu que la volonté du citoyen est d'être en mesure d'y loger sa famille;*
- Attendu que la demande a pour but de rendre la maison conforme aux exigences de la DPJ relatives à la salle de bain, la cuisine et le nombre de chambres à coucher;*
- Attendu que l'installation septique sera mise aux normes;*
- Attendu que le projet ne cause aucun préjudice à l'environnement puisqu'aucun lac ou cours d'eau n'est adjacent à ce terrain;*
- Attendu que le citoyen est de bonne foi;*
- Attendu que la dérogation mineure est jugée mineure;*

Pour ces motifs, le CCU est unanime et recommande aux membres du conseil municipal de Chute-Saint-Philippe, D'ACCEPTER, la demande de dérogation mineure no. DRL250047 telle que présentée en permettant de déroger à l'article 8.3.1 j) du règlement no. 139 relatif à la superficie maximale de toutes les constructions et des bâtiments accessoires érigés sur un même terrain et excéder à la superficie maximale autorisée par la réglementation, soit une superficie totale de 14.85 % au lieu de 10 % ce qui excéderait de 4.85 % et de permettre de déroger à l'article 7.2.1 du règlement no. 139 relatif à la marge de recul avant en autorisant un empiètement d'environ 4.92 mètres, soit être situé à environ 10.08 mètres au lieu de 15 mètres.

« Tel que prescrit par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme en matière de dérogation mineure, la municipalité ouvre maintenant une consultation publique portant uniquement sur la présente demande de dérogation mineure, il est 19 h 35. »

« Dès maintenant, toute personne ayant un intérêt peut se faire entendre. »

Nom et lieu de résidence de la personne ayant intervenue : aucune.

Fin de la consultation publique 19 h 36.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Bertrand Quesnel et résolu à l'unanimité des membres présents, de suivre les recommandations du CCU et D'ACCEPTER la demande de dérogation mineure no. DRL250047 telle que présentée, et ce, pour les mêmes motifs et conditions que le comité consultatif en urbanisme, précédemment mentionnés.

11. LOISIRS ET CULTURE

11.1 Résolution no : 12935-2025 FÉLICITATION AUX FINISSANTS DU SECONDAIRE RÉSIDENTS DE CHUTE-SAINT-PHILIPPE

CONSIDÉRANT *Qu'à la fin de l'année scolaire 2025, il y aura 7 finissants du secondaire résidents de Chute-Saint-Philippe;*

CONSIDÉRANT *Que la municipalité souhaite souligner cette étape importante dans la vie de tous ces jeunes résidents;*

EN CONSÉQUENCE *Il est proposé par René De La Sablonnière et résolu à l'unanimité des membres présents, de souligner et de féliciter la réussite de cette grande étape pour 7 finissants du secondaire résidents de Chute-Saint-Philippe en offrant un montant symbolique de 50 \$ à chacun d'eux.*

Adoptée

11.2 Résolution no : 12936-2025 APPUI AU PROJET DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DU RÉSERVOIR KIAMIKA (SDRK) – VOLET SIGNATURE FFR 3

CONSIDÉRANT *Que la SDRK souhaite développer un parcours fluvial sur la rivière Kiamika, offrant aux visiteurs la possibilité de pratiquer le canot à la journée, le canot-camping et le canot-glamping, entre le barrage Kiamika, situé dans le parc, et le village de Chute-Saint-Philippe. Le circuit sera aussi offert en kayak récréatif.*

CONSIDÉRANT *Que le projet vise aussi l'implantation de 4 types d'hébergement alternatif situé près des Sentiers nature de Chute-Saint-Philippe pour un hébergement touristique à l'année;*

CONSIDÉRANT *Que ce projet permettra de créer un réseau de sentiers qui reliera les Sentiers nature aux sentiers du Parc régional Kiamika;*

EN CONSÉQUENCE *Il est proposé par Denise Grenier et résolu à l'unanimité des membres présents, d'appuyer la SDRK dans leurs projets de développement d'un circuit récréotouristique sur la rivière Kiamika et sur la terre avec l'ajout de 4 unités d'hébergement alternatif 4 saisons.*

Adoptée

11.3 Résolution no : 12937-2025 AUTORISATION DE VERSEMENT – FONDATION L'EUCALYPTUS, MAISON DE SOINS PALLIATIFS

CONSIDÉRANT *L'importance de bien accompagner les gens en fin de vie dans un environnement bienveillant;*

CONSIDÉRANT *Qu'une maison de soins palliatifs sera mise sur pied pour la communauté dans la MRC d'Antoine-Labelle grâce à la Fondation L'Eucalyptus;*

EN CONSÉQUENCE *Il est proposé par Danielle Ferland et résolu à l'unanimité des membres présents, d'offrir une contribution financière annuelle de 500 \$ à la Fondation L'Eucalyptus, maison de soins palliatifs afin de rendre possible la mise sur pied d'une maison offrant un hébergement gratuit et bienveillant à des personnes en fin de vie.*

Adoptée

12. IMMOBILISATION

12.1 Résolution no : 12938-2025 OCTROI CONTRAT – ÉLECTRICITÉ FUTURE BIBLIOTHÈQUE

CONSIDÉRANT *Le désir de la municipalité de mettre en fonction rapidement la nouvelle bibliothèque;*

CONSIDÉRANT *Que l'aménagement intérieur, selon les plans, peut être réalisé dans une première phase pour permettre une ouverture rapide;*

CONSIDÉRANT *Que la municipalité a reçu l'offre de deux entreprises pour ce type de travaux;*

EN CONSÉQUENCE Il est proposé par Bertrand Quesnel et résolu à l'unanimité des membres présents, d'octroyer le contrat pour la réalisation des travaux électriques à l'entreprise EMR Électrique au montant de 19 200 \$ avant les taxes applicables.

Adoptée

12.2 Résolution no : 12939-2025
OCTROI CONTRAT – PLOMBERIE FUTURE BIBLIOTHÈQUE

CONSIDÉRANT Le désir de la municipalité de mettre en fonction rapidement la bibliothèque;

CONSIDÉRANT Que l'aménagement intérieur selon les plans peut être réalisé dans une première phase;

CONSIDÉRANT Que la municipalité a reçu l'offre de deux entreprises pour ce type de travaux;

EN CONSÉQUENCE Il est proposé par René De La Sablonnière et résolu à l'unanimité des membres présents, d'octroyer le contrat pour la réalisation des travaux de plomberie à l'entreprise Plomberie Martine au montant de 7 162.45 \$ avant les taxes applicables.

Adoptée

12.3 Résolution no : 12940-2025
FINANCEMENT TEMPORAIRE – RÈGLEMENT EMPRUNT 326-2025 BIBLIOTHÈQUE ET GARDERIE

CONSIDÉRANT Que la municipalité a adopté le règlement d'emprunt N° 326-2025 décrétant une dépense de 420 000 \$ et un emprunt de 420 000 \$ pour l'aménagement, la rénovation et la mise aux normes du bâtiment abritant la garderie et la bibliothèque, remboursable sur une période de 10 ans;

CONSIDÉRANT Que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a approuvé le règlement d'emprunt N° 326-2025 le 29 avril 2025;

CONSIDÉRANT Qu'il y a lieu d'obtenir un financement temporaire au montant de 420 000 \$;

EN CONSÉQUENCE Il est proposé par Denise Grenier et résolu à l'unanimité des membres présents,

Que le conseil de la Municipalité de Chute-Saint-Philippe autorise une demande de financement temporaire auprès de l'institution financière Caisse Desjardins du cœur des Hautes-Laurentides pour les travaux prévus au règlement d'emprunt N° 326-2025, au montant de 420 000 \$;

Que le conseil autorise le maire et le directeur général et greffier-trésorier à signer tous les documents relatifs au financement temporaire.

Adoptée

12.4 Résolution no : 12941-2025
FINANCEMENT TEMPORAIRE – RÈGLEMENT EMPRUNT 327-2025 PATINOIRE ET SES ACCESSOIRES

CONSIDÉRANT Que la municipalité a adopté le règlement d'emprunt N° 327-2025 décrétant une dépense de 832 650 \$ et un emprunt de 832 650 \$ pour l'aménagement et la construction d'une nouvelle patinoire et ses accessoires, remboursable sur une période de 20 ans;

CONSIDÉRANT Que le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a approuvé le règlement d'emprunt N° 327-2025 le 29 avril 2025;

CONSIDÉRANT Qu'il y a lieu d'obtenir un financement temporaire au montant de 832 650 \$;

EN CONSÉQUENCE Il est proposé par Danielle Ferland et résolu à l'unanimité des membres présents,

Que le conseil de la Municipalité de Chute-Saint-Philippe autorise une demande de financement temporaire auprès de l'institution financière Caisse Desjardins du cœur des Hautes-Laurentides pour les travaux prévus au règlement d'emprunt N° 327-2025, au montant de 832 650 \$;

Que le conseil autorise le maire et le directeur général et greffier-trésorier à signer tous les documents relatifs au financement temporaire.

Adoptée

13. AVIS DE MOTION

14. PROJET DE RÈGLEMENT

15. RÈGLEMENT

**15.1 Résolution no : 12942-2025
RÈGLEMENT # 325-2025, ABROGEANT ET REMPLACANT LES RÈGLEMENTS 121, 154, 155, 311 ET 321-2024 RELATIF À LA CIRCULATION, AU STATIONNEMENT ET AU TRANSPORT LOURD**

- CONSIDÉRANT* *Que le Conseil juge opportun et dans l'intérêt public de légiférer en matière de circulation, de stationnement et autres règles concernant les chemins et la sécurité routière;*
- CONSIDÉRANT* *Que par le fait même, le Conseil désire rationaliser les règles déjà existantes et les rendre compatibles avec le Code de la sécurité routière;*
- CONSIDÉRANT* *Que le conseil municipal souhaite apporter certaines modifications, ajustements et mises à jour du règlement sur la circulation et le stationnement sur le territoire de la municipalité et pour ce faire, doit abroger et remplacer les règlements 121, 154, 155, 311 et 321-2024;*
- CONSIDÉRANT* *Qu'un avis de motion a été donné à la séance du 21 janvier 2025 par la conseillère Denise Grenier;*
- CONSIDÉRANT* *Qu'un projet de règlement a été déposé et adopté à la séance du 21 janvier 2025 par la résolution 12853-2025;*
- CONSIDÉRANT* *Que le règlement a été adopté à la séance du 11 février 2025 par la résolution 12885-2025;*
- CONSIDÉRANT* *Que nous avons reçu les recommandations du ministère du Transport du Québec et que nous devons réadopter le règlement avec des modifications mineures;*
- EN CONSÉQUENCE* *Il est proposé par Bertrand Quesnel et résolu à l'unanimité des membres présents, d'adopter le règlement 325-2025 abrogeant et remplaçant les règlements 121, 154, 155, 311 et 321-2024 relatif à la circulation, au stationnement et au transport lourd, décrétant ce qui suit :*

RÈGLEMENT 325-2025 ABROGEANT ET REMPLAÇANT LES RÈGLEMENTS 121, 154, 155, 311 ET 321-2024 RELATIF À LA CIRCULATION, AU STATIONNEMENT ET AU TRANSPORT LOURD

ARTICLE 1 :

Le présent règlement détermine les règles en matière de circulation et de stationnement dans la Municipalité et s'ajoute aux règles établies dans le Code de la sécurité routière du Québec.

ARTICLE 2 :

Le préambule ci-dessus, ainsi que toutes les annexes jointes au présent règlement en font partie intégrante, et toutes normes, obligations ou indications se retrouvant aux annexes font partie intégrante du présent règlement comme si elles y avaient été édictées.

ARTICLE 3 :

Le présent règlement abroge et remplace les règlements numéro 121, 154, 155, 311 et 324-2024 relatif à la circulation et au stationnement, et au transport lourd sur le territoire de la Municipalité de Chute-Saint-Philippe.

Toutefois, le présent règlement n'abroge pas toutes résolutions qui ont pu être adoptées par la municipalité et qui décrètent l'installation d'une signalisation ainsi que l'obligation de la respecter qui s'y rattache.

ARTICLE 4 :

Le remplacement des anciennes dispositions par le présent règlement n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité des règlements ainsi remplacés, non plus que les infractions pour lesquelles des procédures n'auraient pas encore été intentées, lesquelles se continueront sous l'autorité desdits règlements remplacés jusqu'à jugement final et exécution.

DÉFINITIONS

ARTICLE 5 :

Dans le présent règlement, les mots ont le même sens que ceux du Code de la sécurité routière (L.R.Q., c.C-24.2 tel qu'amendé) à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par les mots :

« bicyclette »	Désigne les bicyclettes, les tricycles ainsi que les trottinettes.
« chemin public »	La surface de terrain ou d'un ouvrage d'art dont l'entretien est à la charge de la Municipalité, d'un gouvernement ou de l'un de ses organismes, et sur une partie de laquelle sont aménagées une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules routiers, à l'exception : <ol style="list-style-type: none">1. Des chemins soumis à l'administration du ministère des Forêts, du ministère des Ressources naturelles et de la Faune ou du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ou entretenus par eux;2. Des chemins en construction ou en réfection, mais seulement à l'égard des véhicules affectés à cette construction ou réfection.
« Municipalité »	Désigne la Municipalité de Chute-Saint-Philippe.
« travaux publics »	Désigne le service des travaux publics.
« véhicule automobile »	Un véhicule routier motorisé qui est adapté essentiellement pour le transport d'une personne ou d'un bien.
« véhicule routier »	Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin. Sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails et les fauteuils roulants mus électriquement. Les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers.
« véhicule d'urgence »	Un véhicule routier utilisé comme véhicule de police conformément à la Loi de police (L.R.Q., c P-13), un véhicule routier utilisé comme ambulance conformément à la Loi sur la protection de la santé publique (L.R.Q., c P-35), et un véhicule routier d'un service d'incendie.
« véhicule lourd »	Tout véhicule routier ou un ensemble de véhicules routiers, au sens du Code de la sécurité routière, dont la masse nette est supérieure à 3,000 kg.

RESPECT DE LA SIGNALISATION

ARTICLE 6 :

Toute personne doit se conformer à la signalisation installée aux fins du présent règlement et au Code de la sécurité routière.

DOMMAGES À LA SIGNALISATION

ARTICLE 7 :

Nul ne peut modifier, endommager, déplacer, enlever, masquer ou nuire à la visibilité de tout appareil servant à diriger la circulation ainsi que de toute signalisation érigée par la Municipalité.

OBSTRUCTION À LA SIGNALISATION

ARTICLE 8 :

Nul ne peut conserver sur un immeuble, dont il est propriétaire ou occupant, une clôture, des arbustes ou des arbres dont les branches ou les feuilles masquent en totalité ou partiellement la visibilité d'un panneau de signalisation.

INTERDICTION

ARTICLE 9 :

Nul ne peut installer une signalisation sur un chemin public sans l'autorisation du conseil.

En plus de toute peine, toute signalisation installée en contravention de l'alinéa précédent sera enlevée aux frais du contrevenant.

ARRÊT OBLIGATOIRE

ARTICLE 10 :

Le conducteur d'un véhicule routier ou d'une bicyclette qui fait face à un panneau d'arrêt doit immobiliser son véhicule et céder le passage à tout véhicule qui, circulant sur une autre chaussée, s'engage dans l'intersection où se trouve à une distance telle qu'il y a danger d'accident.

ARTICLE 11 :

La Municipalité autorise les travaux publics à placer et à maintenir en place un panneau d'arrêt aux endroits indiqués à l'annexe « A » du présent règlement, laquelle en fait partie intégrante.

PRIORITÉ DE PASSAGE

ARTICLE 12 :

Le conducteur d'un véhicule routier ou d'une bicyclette qui fait face à un signal lui ordonnant de céder le passage doit accorder la priorité de passage à tout véhicule qui circule sur la voie sur laquelle il veut s'engager et qui se trouve à une distance telle qu'il y a danger d'accident.

ARTICLE 13 :

La Municipalité autorise les travaux publics à placer et à maintenir en place un panneau ordonnant de céder le passage aux endroits indiqués à l'annexe « B » du présent règlement, laquelle en fait partie intégrante.

UTILISATION DES VOIES

ARTICLE 14 :

Le conducteur d'un véhicule routier ne peut franchir aucune des lignes de démarcation de voies suivantes :

- a) Une ligne continue simple;
- b) Une ligne continue double :
- c) Une ligne double formée d'une ligne discontinue et d'une ligne continue située du côté de la voie où circule le véhicule routier.

Malgré la présente interdiction, le conducteur d'un véhicule routier peut franchir l'une des lignes ci-dessus indiquées, dans la mesure où cette manœuvre peut être effectuée sans danger, pour dépasser une machinerie agricole, un tracteur de ferme, un véhicule à traction animale, une bicyclette ou un véhicule routier muni d'un panneau avertisseur de circulation lente, ou encore lorsque le conducteur doit quitter la voie où il circule, parce qu'elle est obstruée ou fermée, ou effectuer un virage à gauche pour s'engager sur un autre chemin ou dans une entrée privée.

ARTICLE 15 :

La Municipalité autorise les travaux publics à poser et maintenir en place les lignes de démarcation de voies spécifiées, aux endroits indiqués à l'annexe « C » du présent règlement, qui en fait partie intégrante.

RÈGLES RELATIVES AU STATIONNEMENT SUR LES CHEMINS PUBLICS

ARTICLE 16 :

Le stationnement est interdit sur les chemins publics en tout temps aux endroits prévus et indiqués à l'annexe « D » du présent règlement, laquelle en fait partie intégrante et la Municipalité autorise les travaux publics à placer et à maintenir en place une signalisation interdisant le stationnement aux endroits indiqués à ladite annexe.

INTERDICTION DE STATIONNER – VIRÉE MUNICIPALE

ARTICLE 17 :

Le stationnement des véhicules routiers est interdit sur les chemins publics aux endroits, jours et heures indiqués à l'annexe « E » du présent règlement qui en fait partie intégrante, tel que spécifié à ladite annexe.

STATIONNEMENT DE NUIT PROHIBÉ

ARTICLE 18 :

Nonobstant toute autre disposition du présent règlement, le stationnement est interdit sur les chemins publics de la Municipalité, pendant les périodes du quinze (15) octobre au vingt-trois (23) décembre inclusivement, du vingt-sept (27) au trente (30) décembre inclusivement et du trois (3) janvier au quinze (15) avril inclusivement de chaque année, entre minuit et sept heures du matin.

La Municipalité autorise les travaux publics à placer et à maintenir en place une signalisation indiquant l'interdiction de stationner indiquée au présent article, et de plus d'installer une telle signalisation à toutes les entrées de la Municipalité, sur les chemins publics qui permettent aux véhicules automobiles d'y accéder.

NORMES ET INTERDICTIONS DE STATIONNEMENT PRÈS DE CERTAINS BÂTIMENTS

ARTICLE 19 :

Le propriétaire des bâtiments indiqués à l'annexe « F » du présent règlement, laquelle en fait partie intégrante, doit aménager des voies prioritaires pour les véhicules d'urgence, suivant les prescriptions et normes spécifiées, et pour les édifices indiqués à ladite annexe.

Les propriétaires assujettis au présent article doivent installer une signalisation indiquant l'existence des voies prioritaires et y interdisant le stationnement.

ARTICLE 20 :

Le stationnement de tout véhicule, autre qu'un véhicule d'urgence, est prohibé dans les voies prioritaires visées par l'article précédent.

ARTICLE 21 :

Les règles relatives au remorquage et au remisage des véhicules nuisant aux travaux de voirie, prévus à l'article 33, s'appliquent à tout véhicule stationné illégalement en vertu de l'article précédent.

STATIONNEMENT RÉSERVÉ AUX PERSONNES HANDICAPÉES

ARTICLE 22 :

Nul ne peut immobiliser un véhicule routier dans un espace de stationnement réservé à l'usage exclusif des personnes handicapées, situées à l'un des endroits prévus à l'annexe « G » du présent règlement, laquelle en fait partie intégrante, à moins que ce véhicule ne soit muni de l'une des vignettes ou plaques spécifiquement prévues à l'article 388 du Code de la sécurité routière du Québec.

STATIONNEMENT ET CIRCULATION DANS LES PARCS ET AUTRES TERRAINS MUNICIPAUX

ARTICLE 23 :

Le stationnement est permis en tout temps sur les terrains propriétés de la Municipalité, mais dans tous les cas, uniquement dans les espaces dûment aménagés en espaces de stationnement, et de façon à n'occuper qu'un seul espace à l'intérieur d'une des cases peintes à cet effet, sans empiéter sur l'espace voisin.

ARTICLE 24 :

Outre les cas mentionnés à l'article 23, nul ne peut immobiliser ou stationner un véhicule routier dans un parc municipal ou un espace vert municipal de quelque nature que ce soit, propriété de la Municipalité.

ARTICLE 25 :

Nul ne peut circuler à bicyclette, en motocyclette ou en véhicule routier sur les trottoirs, promenades de bois ou autres, dans un parc municipal ou un espace vert municipal ou un terrain de jeux, propriétés de la Municipalité, sauf aux endroits ou sentiers identifiés à cet effet.

STATIONNEMENT DE VOITURES AVARIÉES

ARTICLE 26 :

Il est interdit de stationner dans les chemins publics des véhicules routiers afin d'y procéder à leur réparation ou entretien.

LAVAGE DE VÉHICULES

ARTICLE 27 :

Il est interdit de stationner dans les chemins publics un véhicule routier afin de le laver ou afin de l'offrir en vente.

LIMITE DE VITESSE

ARTICLE 28 :

Nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant :

- a) 30 km/heure sur tous les chemins publics ou partie de chemin public de la Municipalité identifiés à l'annexe « H »;
- b) 50 km/heure sur tous les chemins publics ou partie de chemin public de la Municipalité identifiés à l'annexe « H »;
- c) 70 km/heure sur tous les chemins publics ou partie de chemin public de la Municipalité identifiés à l'annexe « H »;
- d) 80 km/heure sur tous les chemins publics ou partie de chemin public de la Municipalité identifiés à l'annexe « H »;

La Municipalité autorise les travaux publics à placer et à maintenir en place une signalisation appropriée conforme au présent article, aux endroits prévus à l'annexe « H ».

VÉHICULES HIPPOMOBILES ET CHEVAUX

ARTICLE 29 :

Le conducteur ou la personne qui a la garde sur un chemin public d'une voiture hippomobile ou d'un cheval, doit, lorsqu'il est en mouvement, le monter ou marcher à côté.

Le conducteur ou la personne qui a la garde sur un chemin public d'un cheval doit veiller à ramasser ses excréments.

ARTICLE 30 :

Le conducteur ou la personne qui a la garde d'un cheval ou d'un véhicule à traction animale ne peut s'engager ou circuler sur un trottoir, dans un parc municipal ou un espace vert municipal de quelque nature que ce soit, propriété de la Municipalité.

INTERDICTION D'EFFACER DES MARQUES SUR LES PNEUS

ARTICLE 31 :

Nul ne peut effacer toute marque faite à la craie ou au crayon par un agent de la paix, un officier ou une personne chargée de la délivrance des constats d'infraction relatifs au stationnement, sur un pneu de véhicule automobile, lorsque cette marque a été faite dans le but de contrôler la durée de stationnement de tel véhicule, et toute contravention au présent article constitue une infraction.

RÈGLES RELATIVES AUX PIÉTONS

ARTICLE 32 :

La Municipalité autorise les travaux publics à installer une signalisation appropriée, identifiant des passages pour piétons à chacun des endroits indiqués à l'annexe « I » du présent règlement, laquelle en fait partie intégrante.

DÉTOURNEMENT DE LA CIRCULATION

ARTICLE 33 :

Le Conseil autorise les employés du Service des travaux publics à détourner la circulation dans toutes rues du territoire de la Municipalité pour y exécuter des travaux de voirie, incluant l'enlèvement et le déblaiement de la neige, et pour toute autre raison de nécessité ou d'urgence. À ces fins, cette personne a l'autorité et les pouvoirs nécessaires pour installer toute signalisation appropriée, prévoir tout trajet de détour et enlever ou faire enlever et déplacer tout véhicule stationné à un endroit où il nuit aux travaux de la Municipalité et remorquer ou faire remorquer ce véhicule ailleurs, notamment à un garage ou à une fourrière, aux frais du propriétaire, avec stipulation qu'il ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais réels de remorquage et de remisage.

ARTICLE 34 :

Le propriétaire dont le nom est inscrit dans le registre de la Société de l'assurance automobile du Québec tenu en vertu de l'article du Code de la sécurité routière d'un véhicule routier peut être déclaré coupable de toute infraction au présent règlement, commise avec ce véhicule, à moins qu'il ne prouve que, lors de l'infraction, ce véhicule était, sans son consentement, en la possession d'un tiers, sous réserve des exceptions prévues au deuxième alinéa de l'article 592 du Code de la sécurité routière.

CIRCULATION DES VÉHICULES LOURDS SUR LES CHEMINS MUNICIPAUX

ARTICLE 35

Dans le but de préserver l'intégrité et la détérioration prématurée des chemins municipaux, la circulation des véhicules lourds est interdite sur les chemins municipaux identifiés à l'annexe « J » sauf pour accéder à une propriété municipale locale.

ARTICLE 36

Le présent chapitre ne s'applique pas à la machinerie agricole, telle que définie dans le Règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers.

ARTICLE 37

Les zones de circulation interdite des véhicules lourds sont délimitées par des panneaux de signalisation conforme installés aux extrémités de chacune de ces zones.

INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

ARTICLE 38 :

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

ARTICLE 39 :

Le Conseil autorise de façon générale tout agent de la paix à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

Le Conseil autorise de plus de façon générale tout officier autorisé, les cadets et les constables spéciaux à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toutes dispositions du présent règlement concernant le stationnement, et autorise en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin. Ces personnes sont chargées de l'application de toutes dispositions du présent règlement concernant le stationnement.

ARTICLE 40 :

Le conducteur d'un véhicule routier qui contrevient à l'article 14 commet une infraction et est passible d'une amende de 200 \$ à 300 \$.

ARTICLE 41 :

Tout conducteur d'un véhicule routier qui contrevient aux articles 10 et 12, commet une infraction et est passible d'une amende de 100 \$ à 200 \$.

ARTICLE 42 :

Le conducteur d'un véhicule routier ou d'une motocyclette qui contrevient à l'article 25 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 75 \$.

ARTICLE 43 :

Le conducteur ou la personne qui contrevient aux articles 7, 8, 9, 29 et 30 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 60 \$.

ARTICLE 44 :

Quiconque contrevient aux articles 6, 16, 17, 18, 20, 22, 23, 24, 26, 27 ou 31 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 30 \$.

ARTICLE 45 :

Le conducteur d'une bicyclette qui contrevient aux articles 10, 12 ou 25 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 15 \$ à 30 \$.

ARTICLE 46 :

Quiconque contrevient à l'article 28 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende qui doit être de 15 \$ plus :

- Si la vitesse excède de 1 à 20 km/h la vitesse permise, 10 \$ par tranche complète de 5 km/h excédant la vitesse permise;
- Si la vitesse excède de 21 à 30 km/h la vitesse permise, 15 \$ par tranche complète de 5 km/h excédant la vitesse permise;
- Si la vitesse excède de 31 à 45 km/h la vitesse permise, 20 \$ par tranche complète de 5 km/h excédant la vitesse permise;
- Si la vitesse excède de 46 à 60 km/h la vitesse permise, 25 \$ par tranche complète de 5 km/h excédant la vitesse permise;
- Si la vitesse excède de 61 km/h ou plus la vitesse permise, 30 \$ par tranche complète de 5 km/h excédant la vitesse permise.

ARTICLE 47

Tout conducteur d'un véhicule routier qui contrevient aux articles 35 et 37 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 300 \$ s'il s'agit d'une personne physique et d'une amende minimale de 500 \$ s'il s'agit d'une personne morale pour une première infraction, et en cas de récidive, d'une amende maximale de 1 000 \$ s'il s'agit d'une personne physique et de 2 000 \$ s'il s'agit d'une personne morale.

ARTICLE 48 :

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Le délai pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits par le tribunal, est établi conformément du Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C 25.1).

ARTICLE 49 :

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction.

ARTICLE 50 :

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Normand St-Amour, maire

Éric Paiement, directeur général et greffier-trésorier

Étapes	Date	Résolution #
Avis de motion	21 janvier 2025	n/a
Dépôt du projet de règlement	21 janvier 2025	12853-2025
Adoption règlement pour approbation MTQ	11 février 2025	12885-2025
Adoption règlement après recommandations MTQ	13 mai 2025	12942-2025
Approbation MTQ		
Avis de promulgation (Publication)		

ANNEXE « A »

LES PANNEAUX D'ARRÊT (ARTICLE 11)

Les panneaux d'arrêt sont situés aux endroits suivants :

Chemin	Direction	Intersection
Avenir	sud-ouest	Progrès
Aventure	sud-est	Lacs
Aventure	nord-ouest	Pointes
Baie	ouest	Marquis
Barrage	sud-ouest	Chevreuil
Belges	est	Voyageurs
Bellevue	nord	Marquis
Bienvenue	sud-est	Voyageurs
Bienvenue	sud-est	Voyageurs
Boisé	ouest	Lac-Pérodeau
Caché	nord-ouest	Progrès
Calme	nord	Progrès
Calme	sud	Lacs
Chevreuil	sud	Voyageurs
Chevreuil	nord	Voyageurs
Chute	sud	Voyageurs
Chute	sud-est	Voyageurs
Espoir	nord-ouest	Progrès
Espoir	sud-est	Bellevue
Lac-des-Cornes	ouest	Lac-Pérodeau
Lacs	nord-ouest	Progrès
Marquis	ouest	Progrès
Marquis	sud-ouest	Bellevue
Marquis	sud-est	Panorama
Marquis	nord	Lacs
Merises	sud-est	Chevreuil
Painchaud	nord	Voyageurs
Painchaud	sud-ouest	Chevreuil
Panorama	nord-ouest	Marquis
Pineraie	est	Progrès
Pins-Gris	nord-ouest	Plaisance
Pins-Gris	sud-est	Progrès
Plaisance	sud-ouest	Lac-Saint-Paul
Plaisance	nord-est	Lac-Saint-Paul
Presqu'île	nord	Panorama
Progrès	sud	Lacs
Quai	nord-ouest	Progrès
Repos	est	Progrès
Repos	ouest	Tranquille
Santé	est	Lac-des-Cornes
Santé	ouest	Lacs
Soleil-Levant	nord-ouest	Lac-Pérodeau
Soleil-Levant	sud-ouest	Lac-Pérodeau
Tour-du-Lac-David Nord	nord-est	Chevreuil
Tour-du-Lac-David Sud	nord-est	Chevreuil
Tranquille	sud-est	Progrès
Tranquille	nord-ouest	Plaisance
Traverse	nord	Merises
Traverse	sud	Chevreuil
Val-des-Cèdres	sud-ouest	Chevreuil
Vieux-Pont	nord-ouest	Progrès
Entrée du Pont couvert	Armand-Lachaine côté nord-ouest	
Entrée du Pont couvert	Armand-Lachaine côté sud-est	
Vieux-Pont	sud-est	Voyageurs
Voyageurs	est	Chevreuil
Voyageurs	ouest	Chevreuil

ANNEXE « B »

ENSEIGNES ORDONNANT DE CÉDER LE PASSAGE (ARTICLE 13)

- Chemin du Lac-des-Cornes, en direction est, intersection chemin du Lac-Vaillant

ANNEXE « C »

LIGNES DE DÉMARCATIION DE VOIES (ARTICLE 15)

Identification des endroits où une ligne continue simple sera posée et maintenue en place.

- Chemin du Marquis, à partir de l'arrêt, intersection du chemin du Progrès sur une distance de 2.4 km.
- Chemin du Marquis, intersection chemin des Lacs, sur une distance de 0,2 km.
- Chemin du Quai, à l'intersection du chemin du Progrès, sur une distance de 0.2 km.
- Chemin du Vieux-Pont, à partir de l'intersection du chemin du Progrès, sur une distance de 0.6 km.
- Chemin des Voyageurs, à partir de l'intersection de la montée des Chevreuils, sur une distance de 1,7 km.
- Montée des Chevreuils, à partir de l'intersection du chemin des Voyageurs, côté sud est, sur une distance de 0.3 km.
- Chemin du Progrès, côté sud-ouest, à partir de l'intersection, chemin du Lac-Saint-Paul, direction Lac-des-Écorces – ligne continue simple sur 2.1 km, ensuite, ligne de dépassement dans les deux sens sur 0.2 km et une ligne continue simple sur 2.0 km.
- Sur le chemin du Progrès à partir de Val-Viger direction Lac-Saint-Paul, ligne simple continue sur une distance de 3.5 km.
- Chemin du Tour-du-Lac-David Nord, à partir de l'intersection de la montée des Chevreuils sur une distance de 1.9 km.
- Chemin du Tour-du-Lac-David Sud, à partir de l'intersection de la montée des Chevreuils sur une distance de 1.6 km.
- Chemin des Lacs, à partir de l'intersection du chemin du Progrès, sur une distance de 2.3 km, suivi d'une ligne de dépassement dans les deux sens sur une distance de 0.2 km.
- Chemin des Lacs, direction côte du Lac-des-Cornes, ligne simple continue sur une distance de 2.0 km.

ANNEXE « D »

INTERDICTION DE STATIONNER SUR CERTAINS CHEMINS PUBLICS (ARTICLE 16)

- À moins de 5 mètres d'une borne sèche.
- Dans une intersection ni à moins de 5 mètres de celle-ci.
- Dans un passage pour piétons.
- Sur un pont.
- De manière à rendre une signalisation inefficace, à gêner la circulation, l'exécution de travaux ou l'entretien du chemin public ou à entraver l'accès à une propriété.

ANNEXE « E »

INTERDICTION DE STATIONNER – VIRÉE MUNICIPALE (ARTICLE 17)

Il est défendu de stationner dans les virées municipales durant la période hivernale, soit du 15 octobre au 15 avril de chaque année.

ANNEXE « F »

INTERDICTIONS DE STATIONNEMENT DE CERTAINS BÂTIMENTS (ARTICLE 19)

- Au 12, chemin Tranquille devant la caserne incendie

ANNEXE « G »

STATIONNEMENT POUR HANDICAPÉS (ARTICLE 22)

- Stationnement au bureau municipal, 560 chemin des Voyageurs

ANNEXE « H »

LIMITES DE VITESSE (ARTICLE 28)

Chemins ou parties de chemins sur lesquels nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant 30 km/heure :

- Chemin de l'Avenir (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Barrage (Sur toute sa longueur)
- Chemin des Belges (Sur toute sa longueur)
- Chemin Bellevue (Sur toute sa longueur)
- Chemin Bienvenue (Sur toute sa longueur)

- Chemin Caché (Sur toute sa longueur)
- Chemin Calme (Sur toute sa longueur)
- Chemin de la Chute (Sur toute sa longueur)
- Chemin de l'Espoir (Sur toute sa longueur)
- Chemin des Lacs (Secteur Val-Viger) (Entre les numéros civiques 1 et 29)
- Chemin du Marquis (Entre les numéros civiques 3 et 69)
- Terrasse Painchaud (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Panorama (Sur toute sa longueur)
- Chemin de la Pineraie (Sur toute sa longueur)
- Chemin des Pins-Gris (Sur toute sa longueur)
- Chemin de la Presqu'île (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Quai (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Repos (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Soleil-Levant (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Tour-du-Lac-David Nord (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Tour-du-Lac-David Sud (Sur toute sa longueur)
- Chemin Tranquille (Sur toute sa longueur)
- Chemin de Val-des-Cèdres (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Vieux-Pont (Sur toute sa longueur)
- Chemin des Voyageurs (Entre les numéros civiques 560 et 714)

Chemins ou parties de chemins sur lesquels nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant 50 km/heure :

- Chemin de l'Aventure (Sur toute sa longueur)
- Chemin de la Baie (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Boisé (Sur toute sa longueur)
- Montée des Chevreuils (Entre les numéros civiques 22 et 137)
- Montée des Chevreuils (Entre l'intersection du Tour-du-Lac-David Nord et le chemin du Barrage)
- Chemin du Lac-des-Cornes (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Lac-Pérodeau (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Lac-Vaillant (Sur toute sa longueur)
- Chemin des Lacs (secteur Val-Viger) (Entre les numéros civiques 29 et 47)
- Chemin du Marquis (Entre les numéros 69 et 385)
- Côte des Merises (Sur toute sa longueur)
- Chemin Plaisance (Sur toute sa longueur)
- Chemin des Pointes (Sur toute sa longueur)
- Chemin du Progrès (secteur Val-Viger) (Entre les numéros civiques 1007 et 1033)
- Chemin de la Santé (Sur toute sa longueur)
- Chemin de la Traverse (Sur toute sa longueur)

Chemins ou parties de chemins sur lesquels nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant 70 km/heure :

- Montée des Chevreuils (Entre le numéro civique 137 et l'intersection du chemin du Tour-du-Lac-David Nord)
- Chemin des Lacs (Entre le numéro civique 47 et l'intersection du chemin du Lac-des-Cornes)
- Chemin du Progrès (Entre le numéro civique 1 et l'intersection du chemin du Lac-Saint-Paul)
- Chemin du Progrès (Entre les numéros civiques 1033 et 1210, à la limite des municipalités de Chute-Saint-Philippe et Lac-Saint-Paul)

ANNEXE « I »

PASSAGES POUR PIÉTONS (ARTICLE 32)

- Situé sur le chemin des Lacs (secteur Val-Viger) reliant la portion de terrain portant le numéro civique 10 du même chemin et l'intersection du chemin Calme.

ANNEXE « J »

INTERDICTION CIRCULATION DES VÉHICULES LOURDS SUR LES CHEMINS MUNICIPAUX (ARTICLE 35 à 37)

- Chemin du Progrès, entre l'intersection du chemin du Lac-Saint-Paul et la limite de la municipalité de Lac-des-Écorces;
- Chemin du Progrès, entre l'intersection du chemin des Lacs et de la limite de la municipalité de Lac-Saint-Paul;
- Chemin du Lac-Pérodeau;
- Montée des Chevreuils, entre l'intersection du chemin des Voyageurs jusqu'au cul-de-sac;
- Chemin du Tour-du-Lac-David Nord sur le territoire de Chute-Saint-Philippe;
- Chemin du Tour-du-Lac-David Sud sur le territoire de Chute-Saint-Philippe;
- Chemin du Marquis;
- Chemin du Vieux-Pont.

16. PÉRIODE DE QUESTIONS

Ouverture de la période de questions en salle, il est : 19 h 52

Personnes présentes : 4

Sujets abordés :

- AirBnB
- Entrepreneur
- Aires protégées
- Coupe de bois terre publique
- Toit patinoire
- Panneaux de signalisation
- Digue Morier

Fermeture de la période de questions en salle, il est 20 h 29.

17. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL

**17.1 [Résolution no : 12943-2025](#)
[ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA PRÉSENTE SÉANCE RÉGULIÈRE](#)**

Il est proposé par Danielle Ferland et résolu à l'unanimité des membres présents, d'adopter le procès-verbal de la présente séance en date du 13 mai 2025.

Adoptée

18. LEVÉE DE LA SÉANCE

18.1 Résolution no : 12944-2025 FERMETURE DE LA SÉANCE RÉGULIÈRE

L'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par Bertrand Quesnel et résolu à l'unanimité, de clore la séance du 13 mai 2025.

Adoptée

Il est 20 h 30.

- Je, Normand St-Amour, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.*

Normand St-Amour, maire

Éric Paiement, greffier-trésorier

- Copie conforme au procès-verbal inscrit aux livres des délibérations de la Municipalité de Chute-Saint-Philippe, adopté à la réunion du 13 mai 2025 par la résolution # 12943-2025.*